

Autor: Laurent Caspary
Régions

Christelle Luisier: «Oui, la présidence des radicaux vaudois m'intéresse»

VAUD. Depuis les élections, personne ne s'était encore déclaré prêt à reprendre les rênes du Parti radical vaudois. La Broyarde Christelle Luisier, 33 ans, envisage de relever le défi. Elle estime qu'Olivier Feller ne peut fédérer le parti seul.

Elle est partante. Christelle Luisier, 33 ans, s' imagine volontiers reprendre les rênes du Parti radical vaudois. Quand la place sera vacante. Dans le courant de l'année prochaine. Si les circonstances sont favorables. La jeune Payernoise fait partie des personnalités dont les noms sont régulièrement cités, à l'interne du parti et dans la presse, depuis la magistrale gifle qu'a reçue le Parti radical aux dernières élections nationales.

Jusqu'à présent, personne n'a osé faire le pas de se déclarer véritablement candidat à la candidature. L'autre prétendant potentiel, le député de Genolier Olivier Feller, multiplie les déclarations sur l'avenir et les structures du parti mais refuse de se déclarer officiellement intéressé, comme si l'ambition de devenir président était synonyme de faute originelle.

Ancienne présidente du groupe radical de l'Assemblée constituante et du Conseil communal (parlement) de Payerne et actuelle présidente du Parti radical de l'arrondissement Broye-Vully, Christelle Luisier sait ce que présider veut dire. Arrivée en huitième position lors de l'élection au Conseil national, elle est perçue comme la protégée du président du Conseil d'Etat et ministre des finances, Pascal Broulis. Elle travaille d'ailleurs au secrétariat général du Département des Finances. Cela lui vaut l'étiquette de centriste, que cette Valaisanne de naissance mais Broyarde de cœur revendique d'ailleurs. Interview

Le Temps: Christelle Luisier, comment décririez-vous la situation de votre parti aujourd'hui?

Christelle Luisier: Elle est mauvaise. Ce n'est pas un constat qui date des dernières élections. Cela fait des années qu'on voit que ce parti ne fait que de se défendre. Ce qui me frappe, c'est que ça fait dix ans qu'on dit qu'il faut absolument réagir après chaque élection et deux ou trois mois après on repart avec les mêmes mécanismes, les mêmes fonctionnements, le même type de problèmes au niveau du message et de l'identité. Ce que j'espère c'est que cette fois-ci on s'est véritablement rendu compte, au niveau national et cantonal, qu'il faut changer le mode de fonctionnement. Sur le terrain, c'est la première fois que j'entends des gens de milieu rural qui me disent: «Cette fois on est devenu un petit parti.»

- Le Parti radical vaudois est donc devenu un petit parti pour vous?

- Il faut quand même en prendre acte. Nous ne sommes plus le grand Parti radical. Mais je le vois de manière positive. Si on reconnaît que cela ne va pas, que nous avons perdu des voix et que nous sommes devenus un petit parti, par rapport à ce que nous étions il y a quinze ans, eh bien c'est le début de la prise de conscience pour réagir. Si nous n'avons pas cette prise de conscience, nous n'allons pas réagir de manière adéquate. Ce sera la continuation de la chute. Nous devons maintenant

travailler comme un petit parti, être notamment plus combatif sur le terrain.

- Quelles ont été les erreurs de la dernière campagne?

- Pour le Conseil national nous avions une bonne liste. Mais si le parti est faible, la liste reste faible. La liste UDC a fait cinq sièges avec des personnalités peu connues. C'est la preuve qu'il y a un problème de message et d'identité. Au Conseil des Etats il y a eu une erreur fondamentale, c'est l'alliance avec l'UDC. On se rend compte que des alliances qui se veulent techniques pour gagner des sièges ne marchent pas si l'un des deux partis est faible. Après, il y a la question des candidatures qui ne réunissaient pas toute la droite. Avant de faire alliance avec l'UDC ou d'autres il faut déjà retrouver une identité à nous. Dès que vous vous alliez à un parti qui, lui, a une identité propre, vous disparaissiez, vous êtes mangé par le discours de l'autre.

- Le Parti radical a créé des groupes de travail pour réformer le parti. On vous a proposé d'en être?

- Non.

- Vous l'auriez souhaité?

- Je pense que j'aurais dit oui. La création de ces groupes est salubre. J'espère que c'est le début d'une remise en question. C'est un bon signe si les gens qui sont en place se rendent compte que cela ne va pas.

- Est-ce que c'est vraiment à eux de faire ce travail?

- Oui, si ce travail se termine au mois d'avril, comme c'est prévu. Ce sera de toute manière un travail préliminaire, de défrichage. A mon sens, une fois ce travail fait une nouvelle équipe doit être mise en place.

- Présidence incluse?

- Présidence incluse.

- Alors nous y voici. Qui pour la présidence? Vous?

- Nous n'allons pas pouvoir nous économiser un changement d'équipe. L'une des priorités actuellement c'est de fédérer ce parti. Si nous n'arrivons pas à rassembler au niveau de la tête, derrière nous aurons toujours 30% des membres qui mettent des bâtons dans les roues. Nous sommes dans une situation où l'on ne peut pas se permettre cela. Nous devons donc trouver une, deux ou trois personnes qui puissent incarner le renouveau tout en rassemblant les troupes. Par rapport à moi, ce serait l'occasion de rajeunir la tête. Mais, pour l'instant, ce n'est pas possible avec mon travail. Je ne peux pas être secrétaire générale adjointe au Département des finances et présidente du Parti radical. C'est incompatible. Si c'était moi, cela impliquerait un changement professionnel et cela n'est pas simple. Je devrais quitter mon emploi, que je trouve passionnant, et trouver un nouveau travail à 50% à côté de la présidence.

- Vous êtes donc intéressée par le poste.

- Oui, je suis intéressée. Mais il y a beaucoup d'éléments en cause. Je le conçois en termes d'équipe. Je suis tout à fait consciente que je ne représente pas toutes les ailes du Parti

radical. Mon positionnement est assez centriste. Le fait d'avoir déclaré avant les élections que je ne voterai pas Blocher m'a valu des inimitiés - mais aussi des amitiés. Et je suis perçue comme faisant partie de l'aile sociale plutôt que dans l'aile économique du parti, même si les questions économiques m'intéressent aussi. Je pense que par rapport à ma personnalité, toute seule je ne pourrai pas fédérer le parti. C'est identique pour Olivier Feller, il est perçu comme provenant de l'aile libérale. Ce sont des étiquettes qu'on nous colle mais je pense que nous ne sommes pas si éloignés l'un de l'autre. Il faut un rassemblement au niveau de la tête pour que les deux ailes soient représentées.

- Cela veut dire Olivier Feller avec vous comme vice-présidente, ou le contraire?

- Je peux l'envisager comme cela. Mais il pourrait y avoir d'autres personnes aussi. Isabelle Moret aurait sans doute été plus fédératrice, avec une plus grande légitimité (ndlr: elle est arrivée en tête de la liste radicale), mais elle est actuellement candidate à la vice-présidence du parti national. Pour l'instant il faut éclaircir la situation avec Olivier Feller qui a une légitimité un peu plus importante que moi, de par le fait qu'il est député et qu'il a

fait un excellent score (ndlr: quatrième place et premier des viennent ensuite). De plus, il incarne à mon sens un courant majoritaire dans le parti.

- On vous sait très proche du président du Conseil d'Etat, le radical Pascal Broulis.

- Je travaille chez lui et je m'entends bien avec lui. C'est clair que je suis proche de Pascal Broulis, tout comme de sa tendance politique. Au-delà de ça, j'ai ma personnalité et je ne suis pas toujours d'accord avec lui, loin de là. Et c'est tant mieux! De plus, un parti n'a pas à admettre tous les compromis gouvernementaux. Pascal Broulis fait des compromis dans un gouvernement, c'est très bien pour faire avancer le canton. Mais en tant que parti nos angles d'attaque doivent être différents. Plus tranchés.

- Vous pourriez ainsi le combattre sur certaines questions?

- Si cela devait être le cas oui. C'est même une condition sine qua non.